

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L’Autorité de Régulation des Jeux en Ligne présente le modèle français de régulation aux autorités de Singapour

Jeudi 5 juin, le Président de l’ARJEL, M. Charles Coppolani a reçu une délégation officielle singapourienne composée des personnalités suivantes :

- M. le Ministre S Iswaran, *Cabinet du Premier Ministre, Second Ministre de l’Intérieur et Second Ministre du Commerce et de l’Industrie*
- Son Excellence M. Tan York Chor, *Ambassadeur de Singapour à Paris*
- M. Ow Fook Chuen, *Directeur de la Division de l’Industrie, Ministère du Commerce et de l’Industrie*
- Mme Dorothy Lee, *Directrice adjointe, Division de l’Industrie, Ministère du Commerce et de l’Industrie*

A Singapour, le principe est celui de la prohibition des jeux d’argent sauf exception légale.

Cependant, depuis mai 2013, le Ministère de l’Intérieur et le Ministère du développement Social et Familial ainsi que d’autres agences étatiques réfléchissent au développement d’un modèle de régulation pour les jeux en ligne. A cet effet, les autorités singapouriennes travaillent avec les acteurs de l’industrie et en concertation avec d’autres autorités de régulation afin d’établir une stratégie efficace, pertinente et durable en matière de jeux en ligne.

Dans le cadre de cette réflexion, le Ministère de l’Intérieur de Singapour étudie particulièrement l’expérience d’autres juridictions en la matière. Il a souhaité rencontrer la direction de l’ARJEL afin que lui soit expliqué le modèle français de régulation, reconnu pour son exigence et ses performances.

Cette rencontre fait partie des nécessaires échanges que doivent nouer les états afin de veiller à ce que les jeux d’argent et de hasard en ligne conservent leur dimension de divertissement, compatible avec les enjeux de sécurité intérieure, de santé et de lutte contre les fléaux internationaux que sont la corruption et le blanchiment.

Dans cette même optique, l’ARJEL se rendra en septembre prochain à Berlin où se tiendra la réunion informelle des régulateurs avec la participation déjà annoncée de la Grande-Bretagne, de l’Italie, du Portugal, de l’Espagne et de l’Allemagne.